

VD_FINDINFO Décision / 2010 / 59 vom 19. April 2010

VD Tribunal cantonal, 2010-04-19, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision__2010__59

FR: VD_FINDINFO Décision / 2010 / 59 du 19 avril 2010

IT: VD_FINDINFO Décision / 2010 / 59 del 19 aprile 2010

Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 19.04.2010 Décision / 2010 / 59

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL LAVAM 2/10 - 6/2010 COUR DES ASSURANCES
SOCIALES _____ Décision du 19 avril

2010 _____ Présidence de M. Dind , juge unique Greffier :

M. Addor ***** Cause pendante entre : D. _____ , à Penthalaz, recourant, représenté par Me Eric Kaltenrieder, avocat à Yverdon-les-Bains, et ORGANE CANTONAL DE CONTROLE DE L'ASSURANCE-MALADIE ET ACCIDENTS , à Lausanne, intimé. _____ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours formé le 15 janvier 2010 par D. _____ à l'encontre de la décision sur opposition prise le 10 décembre 2009 par l'Organe cantonal de contrôle de l'assurance-maladie et accidents (ci-après: l'OCC), vu la réponse déposée le 8 février 2010 par l'OCC, vu la déclaration de retrait du recours envoyée par le conseil de D. _____, Me Eric Kaltenrieder, le 13 avril 2010; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative, RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, le juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. Le juge unique : Le greffier : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ Me Eric Kaltenrieder, avocat (pour D. _____), ■ Organe cantonal de contrôle de l'assurance-maladie et accidents, par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral, RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.